

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

réactualisant les prescriptions techniques relatives à l'exploitation d'une usine de fabrication de briques, située Route de Morizes, à **GIRONDE-SUR-DROPT**

**Le Préfet de la Région Aquitaine,
Préfet du Département de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur.**

N° 15812

- VU le Code de l'Environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment ses article L 512-1 et L512-2 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application et notamment ses articles 10 et 11 ;
- VU le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif au prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 1992 autorisant la société GELIS AQUITAINE à exploiter à GIRONDE SUR DROPT une usine de production de briques creuses ;
- VU le récépissé n°15812 en date du 14 mai 2004 portant changement d'exploitant au profit de la société IMERYYS T.C. en lieu et place de la société IMERYYS STRUCTURE (ex Ste G.P.S.) ;
- VU le dossier déposé le 14 mai 2003 par lequel la société IMERYYS STRUCTURE devenue IMERYYS T.C. demande l'actualisation de son autorisation d'exploiter une usine de fabrication de produits en terre cuite, située sur la commune de GIRONDE SUR DROPT ;
- VU les compléments demandés dans le cadre de l'instruction par courrier du 22 septembre 2004 ;
- VU le dossier complété par le pétitionnaire le 11 janvier 2005 ;
- VU les observations recueillies lors de la consultation des services d'incendie et de la direction régionale de l'aviation civile ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juin 2005 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa réunion du 30 juin 2005;

VU les observations formulées le 11 juillet 2005 par la société IMERYS T.C. ;

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients présentés par le fonctionnement de l'installation vis à vis des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par des prescriptions techniques adéquates ;

CONSIDÉRANT que les mesures spécifiées par le présent arrêté préfectoral et ses annexes constituent les prescriptions techniques susvisées ;

CONSIDÉRANT que les modifications et les améliorations réalisées dans l'usine par le pétitionnaire nécessitent une réactualisation administrative de l'arrêté d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les travaux réalisés par le pétitionnaire ne constituent pas une modification notable de l'installation ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1 - Installations autorisées

La société IMERYS T.C. dont le siège social est situé à 1 rue des vergers BP 22 - 69760 LIMONEST, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GIRONDE SUR DROPT, au 6 chauvin route de Morizès, les installations suivantes dans son établissement de fabrication de briques en terre cuite d'une capacité maximale de 300 000 tonnes / an :

Désignation de l'installation	Capacité maximale	Nomenclature		Régime (AS - A - D-NC)
		Rubrique	Seuil	
Unité de production de céramiques et réfractaires (BRIQUES) Fours et séchoirs	1100 T/j	2523 ✓	20 t/j	A
Broyage, émottage (préparation de l'argile)	1150 kW	2515-1 ✓	>200kW	A
Station de transit de produits minéraux solides (argile)	73 000 m3	2517-2 ✓	>15 000 m3 et ≤ 75 000 m3	D
Ligne de rectification des briques	360 kW	2524 ✓	< 400 kW	NC
Unité de combustion – chaudières (Hors séchoirs et fours)	4,32 MW	2910-A-2 ✓	> 2MW et ≤20 MW	D
Installation de compression et réfrigération comprenant : - 2 chaudières, 7 compresseurs - 2 pompes - 1 installation de réfrigération	300 kW	2920 -2-b ✓	> 50 kW et ≤ 500 kW	D

Désignation de l'installation	Capacité maximale	Nomenclature		Régime (AS - A - D-NC)
		Rubrique	Rubrique	
Stockage de sciure, écorces de bois, palette bois	13 400 m ³	1530-2 /	>1 000 m ³ et ≤ 20 000 m ³	D
Installation de distribution de 5 m ³ /h de gasoil	5 m ³ /h (1 m ³ /h équivalent)	1434-1 /	≥1m ³ / h et ≤ 20m ³ / h	D
Nettoyage, dégraissage par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou solvants organiques	400 litres (2 cuves de 200l)	2564 /	>200 l et ≤ 1500 l	D
Stockage de liquide inflammable de 2 ^{ème} catégorie (coef : 1/5) Cuve enterrée	25 m ³ (1 m ³ équivalent)	1430 / 1432 /	>10m ³ et ≤ 100 m ³	NC
Stockage de sciure (produit organique dégageant des poussières inflammables)	640m ³	2160 /	< 5 000 m ³	NC
Broyage de sciure	40 kW	2260 /	< 40kW	NC
Emploi de bouteille d'oxygène	60 kg	1220 /	< 2 000 kg	NC
Emploi et stockage d'acétylène	90 kg	1418 /	< 100 kg	NC
Utilisation de Polymères mis en place par procédé mécanique	0,07 t/ j 20 tonnes par an	2661 /	< 2t t/j	NC
Stockage de polymères	60 m ³	2662 /	< 100m ³	NC
Ateliers de réparation de véhicules	220 m ²	2930 /	< 500 m ²	NC
Stockage de métaux et d'alliages	45 m ²	286 /	< 50 m ²	NC
Travail des métaux	33 kW	2560 /	<50 kW	NC
Ateliers de charge d'accumulateur	7,5 kW	2925 /	< 10 kW	NC
Carbure de Calcium	20 kg	1455 /	< 3 t	NC

Les installations citées à l'article 1.1 - ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté

1.2 - Installations connexes non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1-1.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Conformité au dossier

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. Ces installations comprennent les parties suivantes :

- une unité de réception, préparation, malaxage, tamisage des argiles brutes extraites de carrières

- deux unités de fabrication d'une capacité de production de 400 t/j et 700 t/j disposant chacune d'un séchoir
- deux unités d'étirage d'une capacité de 12 à 30 t/h
- deux fours de cuisson
- deux lignes de rectification de briques
- unité de traitement et préparation de la sciure comprenant des trémies de réception, un broyeur, un tube sécheur (450°C) et d'un silo de sciure sèche de 640 m³
- installations de combustion : 2 chaudières gaz – 1 foyer biomasse

2.2 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

2.3 - Hygiène et sécurité

Le présent arrêté ne dispense pas l'exploitant du respect des dispositions d'hygiène et sécurité pour les personnels travaillant dans l'établissement, fixées notamment par le Code du Travail.

2.4 - Consignes

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

2.5 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.6 - Installations de traitement des effluents

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

2.7 - Contrôles, analyses et contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, le contrôle de l'impact de l'activité de l'établissement sur le milieu récepteur. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : RECOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS

Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement des arrêtés préfectoraux réglementant ses installations. Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des Installations Classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de son arrêté d'autorisation. Le récolement ci-dessus est effectué par un service indépendant de la production.

ARTICLE 4 : BILAN ANNUEL DES REJETS

Indépendamment des bilans spécifiques prévus dans les prescriptions techniques annexées au présent arrêté, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le bilan de ses rejets suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002.

ARTICLE 5 : BILAN DECENNAL DE FONCTIONNEMENT

L'exploitant présente un bilan décennal de son activité, portant sur les conditions d'exploitation de son installation au plus tard le 11 juin 2012

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 7 : DELAIS DE PRESCRIPTIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 8 : INCIDENTS/ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITES

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
- 5°) Le démantèlement des installations

ARTICLE 10 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 : ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 1992 contraires au présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 12 :

Le présent arrêté est notifié à la société IMERYS T.C..

Une copie est déposée à la Mairie de GIRONDE SUR DROPT et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie de GIRONDE SUR DROPT pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'usine, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

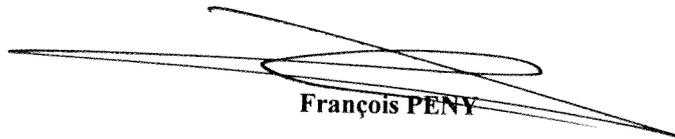
Un avis est inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 13 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
Monsieur le Sous - Préfet de l'Arrondissement de LANGON,
Monsieur le Maire de la commune GIRONDE-SUR-DROPT
Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Aquitaine,

et tous les agents de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BORDEAUX, le 14 octobre 2005
LE PRÉFET,
P/le Préfet,
Le Secrétaire Général,



François PENY

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXÉES

A

L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

DU 14 octobre 2005

TITRE I : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 1 : PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

ARTICLE 2 : PRÉLÈVEMENTS D'EAU

2.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

2.2 - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient :

- du réseau public communal
- du puits privé situé à l'intérieur du site.
- du lac n°2 et 3 situés conformément au plan joint en annexe. Le lac n°1 n'est pas utilisé pour l'approvisionnement en eau. Celui-ci est constitué de 2 sous bassins.

2.3 - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

Le prélèvement d'eau par le puits est limité à un débit maximal de 5 m³/h.

Le réseau d'eau public ne peut être utilisé que si le débit requis pour l'installation n'excède pas 80 % du débit disponible de la canalisation d'eau aux heures de grandes consommations.

2.4 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

2.5 - Protection des réseaux d'eau potable et des nappes souterraines

Le lac n°1 assure le confinement des eaux de process, des eaux de ruissellements et des eaux de toitures. Le lac n°2 assure le confinement des eaux de lavages

Les différents lacs présents sur le site sont créés sur la base argileuse restante de l'ancienne carrière assurant une

étanchéité satisfaisante.

Le prélèvement d'eau sur le réseau communal dispose d'un dispositif anti-retour qui empêche tout mouvement des eaux industrielles vers le réseau communal.

ARTICLE 3 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

3.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

3.2 - Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

3.3 - Réservoirs

3.3.1 - Les stockages sur le site comprennent :

- une cuve de 25 m³ et une cuve de 40 m³ de lignosulfite
- une cuve enterrée double paroi de 25 m³ de fuel. Cette cuve est associée à un poste de distribution d'une capacité de 5 m³/h
- fûts de 200 litres d'huiles neuves pour une capacité totale maximale de 1500 litres
- cuve pour une capacité maximale de 1000 litres d'huiles usagées
- deux cuves de solvants mobiles d'une capacité chacune de 200 litres

3.3.2 - Les réservoirs fixes de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables satisfont aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bars, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau avant leur mise en service,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bars, les réservoirs doivent :
 - porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge.

3.3.3 - L'étanchéité des réservoirs contenant des produits polluants ou dangereux est contrôlée périodiquement

3.3.4 - Ces réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

3.4 - Capacité de rétention

3.4.1 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

3.4.2 - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une capacité de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

3.4.3 - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) dimensionnée(s) selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

ARTICLE 4 : COLLECTE DES EFFLUENTS

4.1 - Réseaux de collecte

4.1.1 - Tous les effluents aqueux sont canalisés. Un plan de l'ensemble des réseaux doit être tenu à jour par l'exploitant.

4.1.2 - Les réseaux de collecte des effluents se définissent en trois catégories :

- RE1 : les eaux de processus regroupées avec les eaux de toitures et de ruissellement,
- RE2 : les eaux de l'aire de lavage des véhicules
- RE3 : les eaux usées domestiques

4.1.3 - En complément des dispositions prévues à l'article 3-2 du présent arrêté, les réseaux d'eaux usées sont conçus et aménagés pour permettre leur curage. Le traitement des eaux usées se fait conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

4.1.4 – le réseau RE1 est orienté vers le lac n°1 qui est équipé d'un débourbeur déshuileur et d'une vanne d'isolement de la conduite de rejet vers le DROPT.

4.1.5 - le réseau RE2 est orienté vers le lac n°2 qui est équipé d'un débourbeur déshuileur.

4.1.6- Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

4.2 - Eaux pluviales souillées et Eaux polluées accidentellement

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans le lac n°1.

Un volume disponible pour recueillir ces eaux doit être assuré en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'un poste de commande.

ARTICLE 5 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

5.1 - Conception des installations de traitement

Les débourbeurs déshuileurs sont conçus de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Le débourbeur déshuileur placé entre les 2 sous bassins du lac n°1 doit assurer sa fonction avec un débit de 50litres / s. Un débourbeur déshuileur est placé en amont du lac n°2.

5.2 - Entretien et suivi des installations de traitement

Les débourbeurs déshuileurs font l'objet d'un entretien périodique. Toute anomalie constatée pénalisant le bon fonctionnement des débourbeurs déshuileurs fera l'objet d'une notification sur le registre de suivi prévu à cet effet.

ARTICLE 6 : DÉFINITION DES REJETS

6.1 - Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents doivent être identifiées :

1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
2. les eaux de refroidissement,
3. les eaux usées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,..., les eaux pluviales polluées les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
4. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,

6.2 - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

6.3 - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

6.4 - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

6.5 - Localisation des points de rejet

Le point de rejet dans le milieu naturel est situé à l'intersection des parcelles 51 et 57 à la limite de propriété de l'exploitant. Le rejet s'effectue dans le DROPT par l'intermédiaire d'une canalisation disposant d'un dispositif d'obturation.

ARTICLE 7 : VALEURS LIMITES DE REJETS

Les valeurs limites de rejet s'appliquent aux eaux présentes dans le lac n°1 qui correspond à une zone décantation avant rejet dans le milieu naturel et aux eaux présentes dans le lac n°2

7.1 - Eaux de rejets

Pour le flux, on prendra la valeur maximale du débit du déshuileur débourbeur fixée à 50 litres /s, le débit maximum journalier est de 200 m³.

Le PH doit être compris entre 5,5 et 8,5

La température doit être inférieure à 30 °C

Le rejet des eaux ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	FLUX (en kg/j)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	50 mg/l	10 kg/j	NF EN 872
DCO	200 mg/l	40 kg/j	NFT 90101
Azote Global (1)	30 mg/l	6 kg/j	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 NF EN ISO 13395 et 26777FDT 90045
Phosphore Total	10 mg/l	2 kg/j	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	2 kg/j	NFT 90114 (2)

7.2 - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement fonctionnent en circuit fermé. Un prélèvement est mis en place pour l'humidification des argiles dans la phase de préparation au niveau du malaxage des argiles et en fabrication.

7.3 - Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REJET

8.1 - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

8.2 - Implantation et aménagement des points de prélèvements

Un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) est prévu sur chaque débourbeur déshuileur.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 : SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

9.1 - Surveillance des eaux de surface

9.1.1 - L'exploitant effectue une fois par an des mesures de la qualité des eaux des lacs n°1 et n°2.

Les emplacements des points de prélèvement sont choisis en accord avec l'inspection des installations classées et le service chargé de la police des eaux.

9.1.2 - Sur les échantillons d'eau prélevés en ces points, l'exploitant effectue les mesures de polluants définis à l'article 7-1

9.1.3 - Les résultats des mesures imposées aux articles 9.1.1 et 9.1.2 ci avant sont envoyés à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

9.2 - Surveillance des eaux souterraines.

9.2.1 - Le puits de prélèvements dans les eaux souterraines permet d'assurer le suivi de la qualité des eaux souterraines en fonction normal. Ce point de prélèvement pourra être complété par la réalisation d'autres puits à la demande l'inspection des installations classées si la situation le nécessite.

9.2.2 - Tous les ans et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ce puits.

9.2.3 - Des analyses sont effectuées sur les prélèvements visés à l'article 9.2.2 du présent arrêté dans les conditions énoncées ci-après :

PARAMÈTRES	MÉTHODES D'ANALYSES
MES DCO Hydrocarbure Totaux	NF EN 872 NFT 90101 NFT 90114 (2)

9.2.4 - Les résultats des mesures prescrites aux articles 9.2.2 et 9.2.3 ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation. Toute anomalie leur est signalée dans les meilleurs délais.

9.2.5 - Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source, canalisés et traités. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

10.1 - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

10.2 - Voies de circulation

Sans préjudice des règles d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

10.3 - Stockages

Le stockage de la sciure sèche après broyage est confiné dans un silo d'une capacité de 640 m³. Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Les sciures extérieures seront stockées sous un hangar réalisé conformément au planning défini dans le dossier de demande d'autorisation, afin de limiter l'envol des poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs devront le cas échéant être mis en œuvre pour limiter les envols par temps sec.

L'atelier de préparation des terres dispose d'une unité de traitement des poussières qui récupère les fines et les recycle dans la ligne de fabrication.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE REJET

L'usine est équipée de 14 cheminées sur le site. Les principaux rejets atmosphériques liés à l'activité de l'usine sont :

1. les deux séchoirs situés en aval de chacune ligne de production ne rejettent que de la vapeur d'eau.
2. les rejets gazeux sur les deux lignes U5 et U7 dont les exutoires sont les cheminées des préfours et des fours
3. les installations de combustions sont constituées de deux chaudières gaz et d'un foyer à bois.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent défini aux points 2 et 3 de cet article, sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES

12.1 - Obligation de traitement

Les effluents font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

12.2 - Conception des installations de traitement

Les bâtiments et les ateliers de fabrication de briques sont équipés d'unité de dépoussiérage.

L'atelier de préparation des terres dispose d'une unité de traitement des poussières avec récupération des fines qui seront recyclées en fabrication.

12.3 - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

ARTICLE 13 : GENERATEURS THERMIQUES

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion)

13.1 - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations (1)
Chaudière BSWA15	1,03 MW	Gaz	secours
Chaudière 120 GS	0,91 MW	Gaz	Permanent
Foyer écorce	2,3 MW	Ecorce ou à bois	Permanent

13.2 - Cheminées

Les cheminées des générateurs disposent des caractéristiques suivantes :

	Hauteur en m	diamètre en m	vitesse mini d'éjection en m/s
Chaudière BSWA15	11,6	0,34	5
Chaudière 120 GS	11,6	0,31	5
Foyer écorce	17	0,93	6

Les points de rejet sont implantés conformément au plan joint au présent arrêté.

13.3 - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des générateurs thermiques respectent les valeurs suivantes :

Concentrations en mg/Nm ³	Chaudière BSWA15	Chaudière 120 GS	Foyer écorce
Poussières	5	5	150
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	500
C.O.V Non méthanique			50
SO ₂	35	35	200
CO			250
O ₂	3 %	3%	11%

Le foyer écorce fonctionne en circuit fermé pour la récupération d'énergie. Les rejets atmosphériques s'effectue une fois par jour pendant la durée de l'entretien.

ARTICLE 14 : AUTRES INSTALLATIONS

Le site dispose de deux lignes de cuisson des briques fabriquées. Ces installations sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de :

14.1 - Constitution des installations

Désignation	capacité	Combustible
Ligne U5 Pré Four + Four	400 t/ jour	Gaz + Sciure
Ligne U7 Pré Four + Four	700 t /jour	Gaz + Sciure

14.2 - Cheminées

Elles satisfont notamment à :

	Hauteur en m	diamètre en m	Débit nominal en m3/h	vitesse d'éjection mini en m/s
Ligne U5 Préfour + Four	15.8	0,8	52500	9
Ligne U7 Préfour + Four	17	1.2	62000	15.2

14.3 - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des installations respectent les valeurs suivantes :

Concentrations en mg/Nm3	LIGNE U5 Préfour et Four	LIGNE U7 Préfour et Four
Poussières	40	40
SO ₂	35	35
NO _x (eq NO ₂)	150	150
HCl	50	50
Fluor gazeux	5	5
COV	110	110
Plomb	1	1
Cadmium	0,05	0,05
Arsenic	1	1
Débit maximum Nm3/ heure	52500	62000

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température : 273°K
- pression : 101,3 KPa
- 18 % de O₂

ARTICLE 15 : CONTROLES ET SURVEILLANCE

15.1 - Contrôles

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées. La fréquence des mesures pourra être modifiée après accord de l'inspection des installations classées.

Les contrôles portent sur:

- les paramètres définis à l'article 13-3 pour les installations de combustions citées à l'article 13-1
- les paramètres définis à l'article 14-3 pour les lignes de cuisson U5 (Four et Prefour) et U7 (Four et Préfour)

Les méthodes de mesures sont celles définies dans l'arrêté du 2 février 1998 modifié. L'exploitant joint un plan avec les implantations précises des points de prélèvements.

Les résultats sont présentés selon le modèle joint en annexe au présent arrêté.

Une transmission informatique selon un format prédéfini peut-être demandée par l'inspection des installations classées.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

La vitesse et la direction du vent seront mesurées sur le site de l'établissement à l'aide d'un anémomètre et d'une manche à air implantés sur le site.

15.2 - Bilan Environnement

L'exploitant établit un rapport annuel précisant les informations relatives à la manière dont les émissions sont évaluées sur les gaz à effets de serres (CO₂).

15.3 - Conservation des contrôles

L'ensemble des données prévues au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 (trois) ans.

TITRE III : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 16 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions des arrêtés ministériels du 20 août 1985 et du 20 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

ARTICLE 17 : CONFORMITE DES MATERIELS

Tous les matériels et objets fixes ou mobiles, susceptibles de provoquer des nuisances sonores, ainsi que les dispositifs sonores de protection des biens et des personnes utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des arrêtés ministériels pris pour son application.

ARTICLE 18 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, avertisseurs ...) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 19 : MESURE DES NIVEAUX SONORES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement doit se faire en se référant au tableau, ci-joint, qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles, en limite d'établissement (voir plan en annexe).

Emplacement (s)		Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
Repère	Désignation	Période diurne 7 h – 22 h sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne 22 h - 7 h y compris dimanche et jours fériés
1	Proximité de l'habitation lieu –dit « Chauvin » Zone Nord du site	70	60
2	Proximité d'une habitation zone ouest du site		
3	Proximité d'une habitation zone sud du site		

Les points de contrôle choisis doivent rester libres d'accès en tous temps.

En chacun des points de mesure, la présomption de nuisances acoustiques doit être appréciée par comparaison du niveau de réception, par rapport au niveau limite défini et au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté ministériel susvisé.

ARTICLE 20 : VALEURS LIMITES D'EMISSIONS SONORES

Pour la détermination du niveau de réception, l'évaluation du niveau de pression continue équivalent qui inclut le bruit particulier de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

ARTICLE 21 : CONTROLES

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Une surveillance périodique des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée peut également être demandée par l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant procédera à des mesures des émissions sonores six mois à l'échéance de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 22 : VIBRATIONS

Les dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, ainsi que les règles techniques qui y sont annexées, sont également applicables à l'établissement.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme agréé.

ARTICLE 23 : FRAIS OCCASIONNES POUR L'APPLICATION DU PRESENT TITRE

Les frais occasionnés par les mesures prévues au présent titre du présent arrêté sont supportés par l'exploitant. Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une période minimale de cinq ans.

TITRE IV : TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS

ARTICLE 24 : GESTION DES DECHETS GENERALITES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il doit, conformément à la partie "déchets" de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement:

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

ARTICLE 25 : NATURE DES DECHETS PRODUITS

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement
10 12 01	Brique «Casse Verte » Avant séchage		Recyclage en fabrication
10 12 01	Brique « casse sèche » (après séchage)	6 000	Recyclage
10 12 08	Brique « casse cuite » (après cuisson)	8 000	Recyclage carrière (piste) e t recyclage fabrication
10 12 99	Supports réfractaires	2	Recyclage
20 02 01	Déchets verts (entretien espace vert)		Recyclage
17 04 05	Ferraille (atelier mécanique)	10	Recyclage
20 01 39	Matière plastique	1	Recyclage
20 01 01	Papiers cartons	2	Recyclage
20 03 01	Déchets ménagers	4	Collecte
15 01 03	Bois et palettes	1760 m3	Recyclage
20 01 13	Solvants		Déchetterie
08 01 99	Peintures	1	Déchetterie
13 02 08	Huiles usagées	0,86	Graissage de chaîne
10 01 03	Cendres du foyer à bois	380	Recyclées en fabrication

ARTICLE 26 : CARACTERISATION DES DECHETS

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

L'installation ne produit pas de déchets spéciaux, nécessitant une caractérisation par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon la norme NF 31 210, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

ARTICLE 27 : ELIMINATION / VALORISATION

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'elle soit, est interdite.

27.1 - Déchets spéciaux

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

27.2 - Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

A cette fin, les détenteurs de déchets d'emballage mentionnés à l'article 1^{er} du décret du 13 juillet 1994 doivent :

- a) Soit procéder eux-mêmes à leur valorisation dans des installations agréées selon les modalités décrites aux articles 6 et 7 du présent décret;
- b) Soit les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée dans les mêmes conditions;
- c) Soit les céder par contrat à un intermédiaire assurant une activité de transport par route, de négoce ou de courtage de déchets, régie par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à en favoriser la valorisation.

ARTICLE 28 : COMPTABILITE

28.1 - Déchets spéciaux

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle annexée au décret 2002-540 du 18 avril 2002
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet

- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque trimestre un bilan trimestriel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus dans les formes prévues en annexe au présent arrêté.

La forme et les moyens de transmission peuvent être modifiés sur demande de l'inspection des installations classées.

28.2 - Déchets d'emballage

L'exploitant tient une comptabilité précise des déchets d'emballage produits et de leur élimination. Ces informations précisent notamment la nature et les quantités des déchets d'emballage éliminés, les modalités de cette élimination et, pour les déchets qui ont été remis à des tiers, les dates correspondantes, l'identité et la référence de l'agrément de ces derniers ainsi que les termes du contrat passé conformément à l'article 27.2 - du présent arrêté.

TITRE V : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

ARTICLE 29 : GENERALITES

29.1 - Clôture de l'établissement

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour s'opposer efficacement à l'intrusion d'éléments indésirables.

29.2 - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés (gardiennage, télésurveillance...) et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

ARTICLE 30 : SECURITE

30.1 - Localisation des zones à risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent se trouver à l'intérieur de la clôture de l'établissement

Il tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de secours s'il existe.

L'exploitant peut interdire, si nécessaire l'accès à ces zones.

En plus des dispositions du présent article, les dispositions de l'article 30.4.2 - sont applicables à la localisation des zones d'atmosphère explosive.

Les zones à risques sont :

- Les deux chaudières et installations de combustion (fours et brûleurs)
- atelier de sciure avec un silo de stockage de sciure sèche
- dépôt de sciure
- stockage de palette de bois et stockage d'écorce de bois
-

30.2 - Produits dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à

l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés, identifiés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits

30.3 - Alimentation électrique de l'établissement

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques, à défaut leur mise en sécurité est positive.
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

30.4 - Sûreté du matériel électrique

30.4.1 - Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ils mentionnent très explicitement les déficiences relevées. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les plus brefs délais selon un planning défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

D'une façon générale les équipements métalliques fixes (cuves, réservoirs, canalisations, ...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables.

30.4.2 - L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive :

- Zone où une atmosphère explosive est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment,
- Zone où une atmosphère explosive est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal,
- Zone où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Ces zones figurent sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

30.4.3 - Afin d'assurer la prévention des explosions et la protection contre celles-ci, l'exploitant prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées au type d'exploitation sur la base des principes de prévention suivants et dans l'ordre de priorité suivant :

- empêcher la formation d'atmosphères explosives,
- si la nature de l'activité ne permet pas d'empêcher la formation d'atmosphères explosives, éviter l'inflammation d'atmosphères explosives,
- atténuer les effets d'une explosion.
- L'exploitant appliquera ces principes en procédant à l'évaluation des risques spécifiques créés ou susceptibles d'être créés par des atmosphères explosives, qui tient compte au moins : de la probabilité que des atmosphères explosives puissent se présenter et persister,
- de la probabilité que des sources d'inflammation, y compris des décharges électrostatiques, puissent se présenter et devenir actives et effectives,
- des installations, des substances utilisées, des procédés et de leurs interactions éventuelles,
- de l'étendue des conséquences prévisibles d'une explosion.

30.4.4 - Dans les zones ainsi définies où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente, occasionnelle ou exceptionnelle, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions des textes portant règlement de leur construction.

Ainsi, dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

30.4.5 - L'exploitant est en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacune des zones définies sous sa responsabilité conformément aux textes portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive

A cet égard, l'exploitant dispose d'un recensement de toutes les installations électriques situées dans les zones où des atmosphères explosives sont susceptibles d'apparaître et il vérifie la conformité des installations avec les dispositions réglementaires en vigueur applicables à la zone. Cette vérification est renouvelée tous les 3 ans.

Dans tous les cas les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et doivent être contrôlés, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

30.5 - Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation, visées au point 30.1 - présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

30.6 - "Permis de travail" et/ou "permis de feu"

Dans les parties de l'installation visées au point 30.1 - tous les travaux de réparation ou d'aménagement

conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

30.7 - Formation

Outre les formations relatives à la prévention des accidents majeurs gérées dans le cadre du système de gestion de la sécurité, l'ensemble du personnel est instruit des risques liés aux produits stockés ou mis en œuvre dans les installations et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Une information dans le même sens est fournie au personnel des entreprises extérieures intervenant sur le site.

Le personnel appelé à intervenir dans le cadre du Plan d'Incendie Interne (PII) est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des moyens de lutte contre un incident ou un accident.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des formations délivrées.

En plus ou dans le cadre des formations figurant dans le système de gestion de la sécurité

30.8 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de l'installation. Ces matériels décrits au chapitre "moyens" du PII de l'établissement, doivent être entretenus et en bon état. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

30.9 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

30.10 - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

ARTICLE 31 : PROTECTION CONTRE LES AGRESSIONS EXTERNES NATURELLES

31.1 - Protection contre la foudre

31.1.1 - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

31.1.2 - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme est appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

31.1.3 - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 31.1.1 - ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification est également effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

31.1.4 - L'exploitant met en place un système de protection active permettant : appelés ainsi les systèmes de protection contre la foudre assurant les fonctions suivantes :

- d'une part, la prévision du risque d'agression par la foudre avant que celui-ci n'existe effectivement sur le site à protéger;
- d'autre part, lorsque le risque est détecté, l'interruption et l'interdiction physique des opérations dangereuses ou mise en configuration sûre de l'installation.

31.1.5 - Les pièces justificatives du respect des articles 31.1.1 - à 31.1.4 - ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 32 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.

32.1 - Moyens de secours

L'exploitant dispose d'un réseau d'eau alimentant des bouches, des poteaux ou des lances d'incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. La capacité de la source d'alimentation doit toujours être supérieure ou égale à 10 m³ avec une pression de 2 bars.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant

et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants :

a) alimentation du réseau d'eau incendie

le réseau d'eau public ne peut être utilisé que si le débit requis pour l'installation n'excède pas 80% du débit disponible de la canalisation d'eau aux heures de plus grande consommation.

b) bouches incendie réseau eau de ville

elles sont au nombre de 3 réparties sur le site (voir plan "réseau d'eau d'incendie")

avec : 2 poteaux « incendie » avec un débit minimum de 60 m³/h

conduite alimentation (voir "plan des réseaux").

c) robinets incendie armés (RIA)

Atelier de sciure

1 DN 25/8 dans le foyer à écorces ; Q=53 l / mn

1 DN 25/8 à proximité des trémies de chargement de sciure ; Q= 53 l / mn

1 pour la fermeture de l'alimentation

Stockage extérieur de sciure

1 DN 25/8 situé à proximité du dépôt

d) lance à robinet diffuseur

1 situé dans l'atelier sciure

e) piquage à colonne sèche

1 dans le stockage de sciure

f) extincteurs

1 à roue à eau de 50 kg dans le stockage extérieur de sciure

32.2 - Entraînement

Le personnel appelé à intervenir est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'opération interne s'il existe.

Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel.

Au moins une fois par an le personnel d'intervention participe à un exercice ou à une intervention au feu réel.

32.3 - Consignes incendie

Des consignes spéciales précisent :

- L'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- La composition des équipes d'intervention ;
- La fréquence des exercices ;
- Les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;

- Les modes de transmission et d'alerte ;
- Les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels ;
- Les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- L'organisation du contrôle des entrées et du fonctionnement interne en cas de sinistre.

32.4 - Registre incendie

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie, ainsi que les observations sont consignées dans un registre d'incendie.

32.5 - Entretien des moyens d'intervention

Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. La date et le contenu de ces vérifications sont consigné par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

32.6 - Repérage des matériels et des installations

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

32.7 - Désenfumage

Les bâtiments sont équipés de moyen de désenfumage sur au moins 2 % de leur surface :

- exutoires de fumées en matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur (1,5 %)
- exutoires à ouverture automatique ou manuelle (0,5%)

ARTICLE 33 : ORGANISATION DES SECOURS

33.1 - Mesure des conditions météorologiques

L'exploitant doit disposer en permanence des mesures de la vitesse et de la direction du vent ainsi que de la température.

Si nécessaire des matériels sont mis en place pour garantir ces mesures sur le site.

33.2 - Plan d'incendie interne

L'exploitant dispose d'un plan d'incendie interne (PII) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan ainsi que ses mises à jour est transmis au service d'incendie et de secours.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement du PII.

TITRE VI : PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITÉS

ARTICLE 34 – Usine de sciure

34-1 Atelier de sciure

Un détecteur de température sera mis en place dans le silo de stockage de sciure sèche avec une liaison à la salle de contrôle de la fabrication sous forme sonore et visuelle. Deux niveaux d'alarme sont prévus :

- pré-alarme pour une température supérieure à 120 °C
- alarme pour une température supérieure à 130 °C avec possibilité de commander l'arrêt automatique de l'installation.

Un détecteur infra - rouge en sortie du tube sécheur est mis en place avant transfert vers le silo. La granulométrie doit être supérieure à 250 µm pour 80 % à 85 % de l'ensemble des particules stockées.

Le taux d'humidité des sciures sèches est contrôlé au minimum une fois par jour. Il est en moyenne de 20 %.

Une mesure de la quantité de CO présente dans le silo sera réalisée de manière périodique en liaison avec les conditions d'exploitation de celui-ci.

Un système mécanique de vidange rapide du silo ou tout dispositif équivalent doit être mis en place.

La cheminée de l'atelier sciure est du type « anti-déflagrante ».

34-2 Stockage de sciure

Le volume de sciure stockée à l'extérieur est limité à 5000 m³ avec une hauteur maximale de 5 mètres. Une surveillance du stockage sera assurée par le personnel en charge des manutentions de la sciure.

La température du stock sera mesurée une fois à deux fois par semaine en différents points du stock.

Un piquage est réalisé sur le silo de stockage de sciure, afin de pouvoir l'inerté à l'eau.

ARTICLE 35 - Stockage de palettes de bois

Les palettes de bois sont stockées à l'extérieur, éloignées des bâtiments de production et de toute source de chaleur d'une distance d'au moins 10 mètres.

La hauteur du stockage ne doit pas dépasser 3 mètres.

ARTICLE 36 - détection gaz – détection incendie

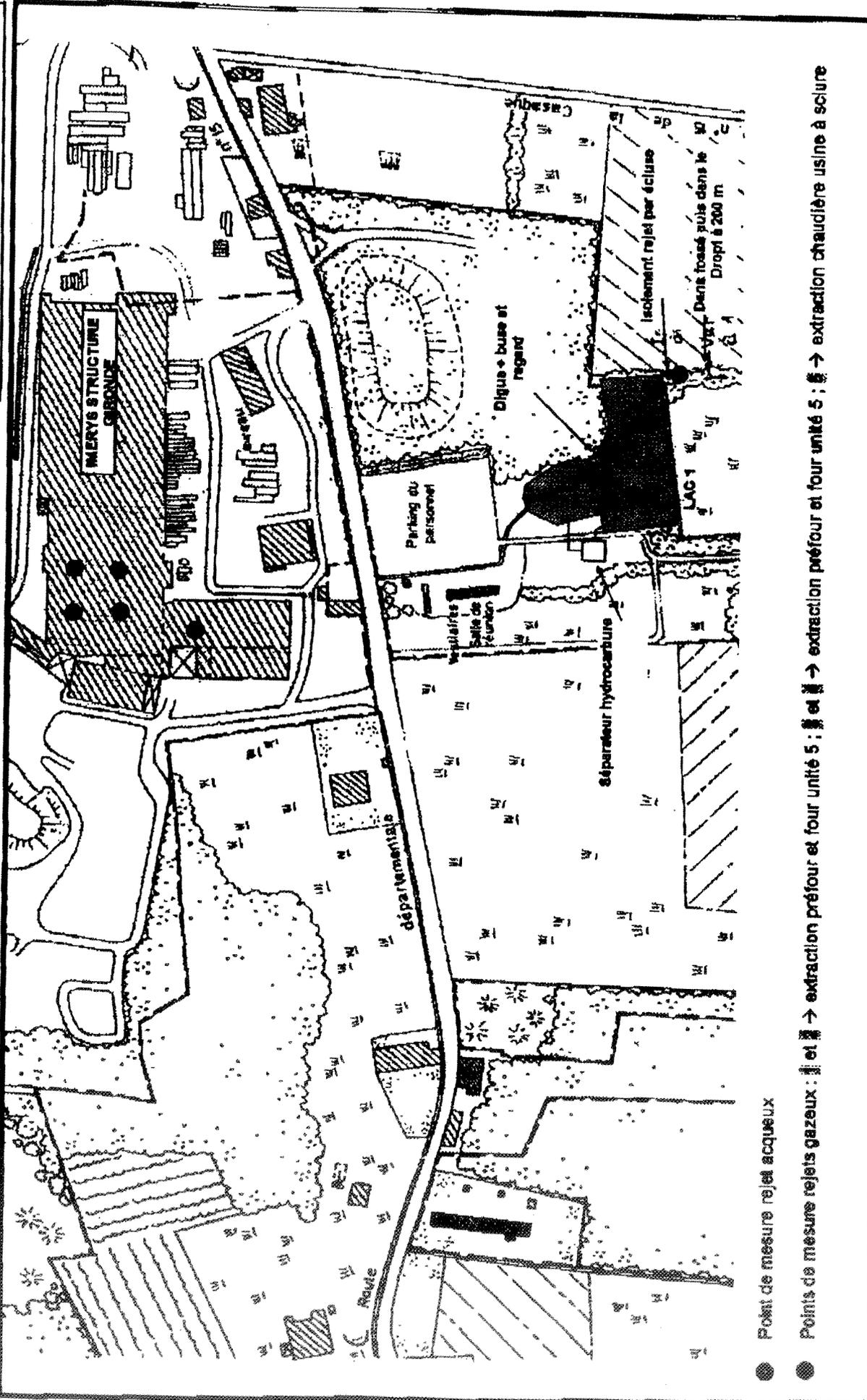
Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie.

**ANNEXE I : PLAN GENERAL DE L'ETABLISSEMENT AVEC
LOCALISATION DE POINTS DE REJET ET DE CONTROLES**

Joindre le plan format A4 sur la page suivante

LOCALISATION DES POINTS DE MESURE



● Point de mesure rejet aqueux

● Points de mesure rejets gazeux : 1 et 2 → extraction préfour et four unité 5 ; 3 et 4 → extraction préfour et four unité 5 ; 5 → extraction chaudière usine à sciure

ANNEXE II : LOCALISATION ET IDENTIFICATION DES POINTS DE CONTROLE

REPERES

- rejets liquides	:	E1(lac n°1) et E2 (lac n°2)
- rejets gazeux	:	A1, A2,A3,A4,A5
- piézomètres	:	Puits de prélèvement
- bruit	:	B1, B2, B3

ANNEXE III : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS

A) Documents à tenir à jour et à disposition de l'Inspection des Installations Classées

1) Généralités

- plan de l'établissement
- liste des installations

2) Eau

- plan des réseaux
- registre de consommation d'eau
- registre de suivi des installations de traitement
- réseau de surveillance de piézomètres

3) Air

- registre de contrôle des installations

4) Déchets

- registre de suivi des déchets

5) Risques

- POI
- consignes générales de sécurité
- registres de suivi foudre, A.P., levage, manutention, électricité
- registre exercices incendie

B) Documents ou résultats d'analyses à adresser à l'Inspection des Installations Classées

FREQUENCE	Trimestrielle	Semestrielle	Annuelle	Dès réalisation
1) EAU				
- calage./organisme agréé			X	
- surveillance des eaux de surface amont/aval points de rejets			X	
- suivi et analyse des eaux souterraines			X	
- bilan annuel des rejets			X	
2) AIR				
- calage/organisme agréé			X	
- TGAP			X	
- bilan des gaz sur effet de serre			X	
- bilan des émissions de C.O.V.			X	
- bilan annuel des rejets			X	
3) DECHETS				
- déclaration d'élim.déchets spéciaux	X			
- rapport annuel déchets d'emballages			X	
4) BRUIT				
- étude acoustique				état 0 puis à la demande de l'inspection
5) RISQUES				
- PII				A chaque mise à jour
6) AUTRES				
- redevance IC			X	
- bilan décennal			X	2012

ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES

Société IMERYS STRUCTURE

FREQUENCE DES CONTROLES

DESIGNATION	CONTROLE PERIODIQUE (EXPLOITANT)	CONTROLE PAR LABORATOIRE AGREE	OBSERVATIONS
Prélèvements d'eau	Hebdomadaire	--	
Rejets d'eau débit – PH caractéristiques chimiques	--	Annuel	
Eaux souterraines	--	Annuel	
Rejets atmosphériques	--	Annuel	
Bruit	--	Etat zéro	
Bilan des mouvements de déchets d'emballage	--	Annuel	

**ANNEXE V : RECAPITULATIF TRIMESTRIEL D'ELIMINATION DES
DECHETS DANGEREUX**

ANNEXE VI : SOMMAIRE

TITRE I : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	1
ARTICLE 1 : PLAN DES RESEAUX	1
ARTICLE 2 : PRÉLÈVEMENTS D'EAU	1
2.1 - Dispositions générales.....	1
2.2 - Origine de l'approvisionnement en eau.....	1
2.3 - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau.....	1
2.4 - Relevé des prélèvements d'eau.....	1
2.5 - Protection des réseaux d'eau potable et des nappes souterraines.....	1
ARTICLE 3 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	2
3.1 - Dispositions générales.....	2
3.2 - Canalisations de transport de fluides.....	2
3.3 - Réservoirs.....	2
3.4 - Capacité de rétention.....	3
ARTICLE 4 : COLLECTE DES EFFLUENTS.....	3
4.1 - Réseaux de collecte.....	3
4.2 - Eaux pluviales souillées et Eaux polluées accidentellement.....	4
ARTICLE 5 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS.....	4
5.1 - Conception des installations de traitement.....	4
5.2 - Entretien et suivi des installations de traitement.....	4
ARTICLE 6 : DÉFINITION DES REJETS.....	4
6.1 - Identification des effluents.....	4
6.2 - Dilution des effluents.....	4
6.3 - Rejet en nappe.....	5
6.4 - Caractéristiques générales des rejets.....	5
6.5 - Localisation des points de rejet.....	5
ARTICLE 7 : VALEURS LIMITES DE REJETS.....	5
7.1 - Eaux de rejets.....	5
7.2 - Eaux de refroidissement.....	6
7.3 - Eaux domestiques.....	6
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REJET.....	6
8.1 - Conception et aménagement des ouvrages de rejet.....	6
8.2 - Implantation et aménagement des points de prélèvements.....	6
ARTICLE 9 : SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	6
9.1 - Surveillance des eaux de surface.....	6
9.2 - Surveillance des eaux souterraines.....	6
TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	8
ARTICLE 10 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
10.1 - Odeurs.....	8
10.2 - Voies de circulation.....	8
10.3 - Stockages.....	8
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE REJET.....	9
ARTICLE 12 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES.....	9
12.1 - Obligation de traitement.....	9
12.2 - Conception des installations de traitement.....	9
12.3 - Entretien et suivi des installations de traitement.....	9
ARTICLE 13 : GÉNÉRATEURS THERMIQUES.....	9
13.1 - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés.....	10
13.2 - Cheminées.....	10
13.3 - Valeurs limites de rejet.....	10
ARTICLE 14 : AUTRES INSTALLATIONS.....	11
14.1 - Constitution des installations.....	11
14.2 - Cheminées.....	11
14.3 - Valeurs limites de rejet.....	11
ARTICLE 15 : CONTRÔLES ET SURVEILLANCE.....	12

15.1 - Contrôles	12
15.2 - Bilan Environnement	12
15.3 - Conservation des contrôles	12
TITRE III : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	13
ARTICLE 16 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS	13
ARTICLE 17 : CONFORMITE DES MATERIELS	13
ARTICLE 18 : APPAREILS DE COMMUNICATION	13
ARTICLE 19 : MESURE DES NIVEAUX SONORES	13
ARTICLE 20 : VALEURS LIMITES D'EMISSIONS SONORES	14
ARTICLE 21 : CONTROLES	14
ARTICLE 22 : VIBRATIONS	14
ARTICLE 23 : FRAIS OCCASIONNES POUR L'APPLICATION DU PRESENT TITRE	14
TITRE IV : TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS	15
ARTICLE 24 : GESTION DES DECHETS GENERALITES	15
ARTICLE 25 : NATURE DES DECHETS PRODUITS	15
ARTICLE 26 : CARACTERISATION DES DECHETS	16
ARTICLE 27 : ELIMINATION / VALORISATION	16
27.1 - Déchets spéciaux	16
27.2 - Déchets d'emballage	16
ARTICLE 28 : COMPTABILITE	16
28.1 - Déchets spéciaux	16
28.2 - Déchets d'emballage	17
TITRE V : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ	18
ARTICLE 29 : GENERALITES	18
29.1 - Clôture de l'établissement	18
29.2 - Accès	18
ARTICLE 30 : SECURITE	18
30.1 - Localisation des zones à risques	18
30.2 - Produits dangereux	18
30.3 - Alimentation électrique de l'établissement	19
30.4 - Sûreté du matériel électrique	19
30.5 - Interdiction des feux	20
30.6 - "Permis de travail" et/ou "permis de feu"	20
30.7 - Formation	21
30.8 - Protections individuelles	21
30.9 - Equipements abandonnés	21
ARTICLE 31 : PROTECTION CONTRE LES AGRESSIONS EXTERNES NATURELLES	22
31.1 - Protection contre la foudre	22
ARTICLE 32 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	22
32.1 - Moyens de secours	22
32.2 - Entraînement	23
32.3 - Consignes incendie	23
32.4 - Registre incendie	24
32.5 - Entretien des moyens d'intervention	24
32.6 - Repérage des matériels et des installations	24
32.7 - Désenfumage	24
ARTICLE 33 : ORGANISATION DES SECOURS	24
33.1 - Mesure des conditions météorologiques	24
33.2 - Plan d'opération interne	24
TITRE VI : PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITÉS	26
ANNEXE I : PLAN GENERAL DE L'ETABLISSEMENT AVEC LOCALISATION DE POINTS DE REJET ET DE CONTROLES	27
ANNEXE II : LOCALISATION ET IDENTIFICATION DES POINTS DE CONTROLE	28
ANNEXE III : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS	29

ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES.....	30
ANNEXE V : RECAPITULATIF TRIMESTRIEL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX.....	31
ANNEXE VI : SOMMAIRE.....	33